

sécurité et la prospérité. C'est donc le cri du salut public de revenir au point qu'on n'aurait jamais dû abandonner, à Celui qui est la voie, la vérité et la vie: cela, non seulement pour les individus, mais pour la société humaine tout entière.

Dans cette société, comme dans son domaine, il s'agit de réintégrer le Christ Seigneur, de faire puiser et imprégner à la source de sa vie tous les membres et tous les éléments de la société, les ordres et les défenses des lois, les institutions populaires, les maisons d'enseignement, le droit conjugal et les rapports domestiques, la demeure du riche et l'atelier de l'ouvrier. Qu'on ne l'oublie pas; c'est là la grande condition de cette civilisation si vivement recherchée; pour s'entretenir et pour se développer, elle a moins besoin des facilités et des ressources du corps que de celles de l'âme: les bonnes mœurs et la pratique des vertus...

Assez longtemps la foule a entendu parler de ce qu'on appelle "les droits de l'homme", qu'elle entende parler quelquefois des droits de Dieu.

* * *

Voilà ce que le grand Léon XIII disait en 1900, et quelle vérification de ses paroles ne nous offrent pas les convulsions présentes du monde, dont la guerre n'est qu'une partie!

Comment se fait-il que ces avertissements pourtant pressants, pourtant émanés de l'autorité encore la mieux écoutée, n'aient pas été mieux entendus même par les catholiques?

Comment se fait-il aussi que l'encyclique de Sa Sainteté Benoît XV lui-même adressée à tous les catholiques et comportant les mêmes enseignements sur les causes de la guerre, n'ait pas éveillé, chez trop de catholiques, la moitié de l'attention qu'ont éveillée ses interventions diplomatiques auprès des chefs politiques des nations en guerre?

Sans doute entre celles-ci et celle-là il y a la différence que les unes pouvaient être discutées, et même exploitées par les passions politiques, tandis que l'autre dominait ces discussions et ces exploitations. Mais là même apparaît l'anomalie que nous voulons signaler de l'importance que l'on donne aux contingences politiques et du peu de cas que l'on fait par contre des vérités fondamentales dont dépendent ces mêmes contingences politiques. On donne à l'accessoire l'importance du principal que l'on relègue au troisième plan, si même on ne l'oublie pas.

Il est à redouter que la même méprise, bien domageable, ne se glisse encore un peu partout, et que des questions de formes gouvernementales et même des rivalités de partis ne viennent empêcher bien des catholiques d'envisager le besoin le plus pressant du monde: le besoin de restaurer partout la vérité et l'ordre établi par Dieu.

Mais avant de restaurer partout ces biens nécessaires, il faut les maintenir et les accroître chez nous. Il faut surtout ne pas intervertir et troubler

délibérément l'ordre naturel des nécessités sociales et se persuader qu'on sauve sa race et son pays en prêchant une extension d'autonomie politique ou une diminution des droits et des prérogatives de l'autorité établie.

* * *

Ce n'est pas à cela que tient le salut.

Ce n'est pas en réclamant l'indépendance politique, le bouleversement de l'empire romain, en prêchant le principe des nationalités et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ni même en maudissant l'abjection de l'état colonial, que les chrétiens d'autrefois ont libéré les âmes et le monde, ont donné à la société humaine la plus douce et la plus belle civilisation. Au contraire, ils ont été les meilleurs citoyens, ils n'ont jamais été des séditeux ni des révoltés; ils n'ont jamais laissé à leurs adversaires et à leurs ennemis la possibilité, peut-être désirée par ceux-ci, de les accuser comme ennemis de l'empire ou de l'autorité constituée, comme perturbateurs de l'ordre public. A aucun moment et à aucun prix ils n'ont risqué de compromettre ainsi leur cause; ils n'en avaient d'ailleurs pas le droit. Partout et toujours et même avant tout, ils ont été des catholiques, préoccupés principalement des intérêts de leur foi. Et c'est ainsi qu'ils ont sauvé, avec l'Eglise, avec la liberté des âmes, avec les droits de Dieu, la société et la civilisation elles-mêmes.

Qu'on se rappelle avec quel soin, même sous les empereurs les plus indignes et les plus persécuteurs, les chrétiens des premiers siècles, qui restent les modèles de tous les siècles, ont mis d'accord leurs devoirs de soumission envers l'autorité civile avec leurs devoirs de soumission envers Dieu. On se souvient comment, après saint Paul d'ailleurs, Tertullien insiste sur ce point de la loyauté des chrétiens envers les empereurs, envers l'autorité impériale. C'est toute la tradition chrétienne que résume Louis Bertrand, dans son dernier roman *Sanguis Martyrum*, quand il met ces conseils de sagesse sur les lèvres de saint Cyprien, déjà arrêté et retenu captif pour le martyre:

"Il faut que je vous le redise encore, frères bien aimés, nous devons confesser le Christ, mais non le professer avec ostentation. Evitons le faste des discours et des attitudes. Pas d'enflure tragique. Pas de tumulte surtout. Nous ne sommes pas des séditeux. Nous devons rendre à César ce qui appartient à César. Nous acceptons César, nous acceptons l'Empire. Ce que nous ne voulons pas, ce sont leurs mœurs et leurs dieux. Quand ils auront abandonné leurs dieux, leurs mœurs changeront. Nous ne venons pas bouleverser l'Empire, ni sa politique, ni les conditions des citoyens". (p. 281).

Telle est la grande leçon, trop mise en oubli, que nous donne toute l'histoire.

Il y a une politique chrétienne dont le premier